Jean-Marc PIOTTE
sociologue (UQAM)
1984

“ Un socialisme possible ”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Marc Potte, sociologue québécois
Professeur à la retraite, UQAM (potte.jean-marc@uqam.ca)

“ Un socialisme possible. ”

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Jean-Marc Potte,
“ **Un socialisme possible.** ”

Un article publié dans la revue *Interventions économiques. Pour une alternative sociale*, n° 1, septembre 1984 : Études d’économie politique : Travail et société (pp.69 à 88). Montréal : L’Association d’économie politique.

Jean-Marc Potte enseigne au Département de Science Politique de l’Université du Québec à Montréal. Militant syndical et il a consacré plusieurs livres et articles à la théorie marxiste des classes, de la nation, de l’État et du parti, ainsi qu’à la lutte syndicale. Il fut de plus co-fondateur des revues Parti pris et Chroniques.

M. Potte est spécialisé dans les idéologies politiques et le syndicalisme.
(potte.jean-marc@uqam.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 29 juin 2003 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Introduction

1. La régulation
2. Le keynésianisme social-démocrate
3. Un modèle réalisé
4. L'autogestion
5. Un modèle réalisable
6. La transition

Introduction

Chacun peut avoir son opinion sur la terminologie (« What's in a name ? » a dit Shakespeare), mais le « socialisme » restera probablement le substantif en usage pour désigner une société plus juste et moins inégale que la nôtre. Si la majorité veut conserver la société présente, elle en a tout à fait ce droit. Peut-être, malgré les crises économiques, le chômage, le chaos croissant qui règne dans le Tiers-Monde, la course aux armements qui s'accélère, les dangers écologiques, parviendra-t-on à éviter un désastre. Si cela est possible, tant mieux ; je pourrais prendre ma retraite en paix et savourer les quintettes de Schubert ou les grands opéras de Mozart, l'équivalent du paradis terrestre ou presque.... mais pas celui qu'avait prévu Marx.

Alec Nove

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes en crise. Crise de civilisation, disent certains : elle s'attaque à tous les niveaux de notre existence, atteint toutes les instances sociales et risque même de nous mener à l'apocalypse par la pollution envahissante ou une guerre nucléaire. Que faire face au capitalisme mondial dominé par les capitaux transnationaux qui se moquent bien des oppositions localisées, face à la puissance économique américaine dont nous dépendons plus que tout autre pays industrialisé, face à la rivalité ombrageuse des deux super-puissances ? Nous nous sentons impuissants, symptôme, là aussi, de la profondeur de la crise dans laquelle nous sommes embourbés.

Des intellectuels, revenus de leur utopie révolutionnaire, prônent le retour à la vie privée. Sain réflexe sans doute : il faut continuer de vivre et mieux vaut contrôler ce qui est à notre portée que de désespérer d'une souveraineté

inaccessible. Mais m'apparaît prétentieux le discours qui valorise ce repli sur soi, en opposant ces pratiques « nouvelles » aux pratiques militantes antérieures.

Comprendre. Peu parlaient de crise de civilisation avant que la crise économique n'atteigne l'ampleur que nous connaissons. Si celle-ci n'explique pas toutes les perturbations que nous traversons, elle en est le fondement car le capitalisme, contrairement à d'autres types de sociétés, fonctionne surtout à l'économie.

1 - La régulation

[Retour à la table des matières](#)

J'ai lu les théoriciens de la régulation. Les définitions de leur théorie varient d'un auteur à l'autre, mais celle de Benjamin Coriat me semble représentative en plus d'être concise : « L'hypothèse centrale constitutive de la théorie de la régulation est que des rapports réciproques et spécifiés peuvent être établis et décrits, pour des phases et des périodes historiques données - entre modalités de l'accumulation du capital, d'une part, et formes institutionnelles nouées autour du rapport salarial, d'autre part ¹. » Ils analysent donc le fonctionnement du système capitaliste en étudiant les rapports qui se nouent entre les éléments de la production et de l'accumulation (profit, productivité, spécialisation des tâches) et des éléments de la répartition et du marché - le salaire direct et le salaire indirect (éducation, soins de santé, pensions de vieillesse, assistance sociale, assurance-chômage) - qui permettent de réaliser la valeur de cette production.

La crise de 1930 fut, selon Lipietz, une crise de surproduction par sous-consommation. Pour sortir de ce chaos économique, le capitalisme mis sur pied la production de masse (fordisme) et la consommation de masse (le Welfare State) : « Après la Seconde Guerre mondiale, sous la pression des luttes ouvrières et de la fraction "intelligente" du capital (H. Ford, J.M. Keynes), la tendance à la surproduction trouva sa solution "interne" dans le couplage institutionnalisé entre la hausse de productivité dans les entreprises (due à la parcellisation des tâches et à la mécanisation) et, d'autre part, la hausse du pouvoir d'achat des salariés (grâce aux conventions collectives et à l'État providence). On appelle "fordisme" ce régime d'accumulation et ce

¹ Benjamin Coriat, « Relations industrielles, rapport salarial et régulation l'inflexion néolibérale », in *La Crise économique et sa gestion*, textes réunis sous la direction de Gilles Dostaler, Boréal Express, 1982, p. 131.

mode de régulation couplant forts gains de productivité et hausse de salaire réel, et on appelle "politique keynésienne" la politique économique correspondante ². »

Le développement historique de cette politique est évidemment plus complexe que le résumé qu'en trace Lipietz. Dès avant la Première Guerre mondiale, Taylor fonde son système : augmentation de l'intensité du travail par la parcellisation des tâches, croissance de la production et baisse de ses coûts, diminution du prix des marchandises et hausse des salaires. Ford ne modifie pas cette équation : il la complète en accroissant la productivité par la mécanisation et la chaîne de montage de telle sorte que l'ouvrier pourra lui-même acheter l'automobile qu'il produit. Ford est disciple de Taylor : la croissance de la productivité permet des profits et des salaires plus élevés, et assure l'écoulement de la production auprès des travailleurs mieux rémunérés. Le système taylorfordien se met en place avant les années 30 et n'empêche donc pas la grande crise, même si son extension et son approfondissement lui succédera. La sortie de crise s'effectuera grâce à deux politiques qui visent à régulariser la demande des produits : la contractualisation collective du salariat par voies de négociations et le développement du Welfare State. Mais il faut bien remarquer que ces politiques sont contraires à celles que défendait Ford qui s'est battu de façon acharnée pour empêcher la syndicalisation de ses ouvriers et qui trouvait inconcevable qu'un individu puisse être payé à ne rien faire. Et si le système de production taylorfordien, la réglementation de la négociation collective et le Welfare State permettent à l'économie de se hisser hors du gouffre, c'est, sur cette nouvelle base, la guerre de 39-45 qui relance à fond le développement économique. Les guerres de Corée et du Vietnam ainsi que le développement du crédit à la consommation et à la production soutiendront pendant quelques décennies cette croissance. Ford, qui était pacifiste et qui refusait d'emprunter aux banques, se serait évidemment montré hostile à une telle orientation. Ajoutons enfin que les théoriciens de la régulation, en centrant leurs analyses sur les liens entre organisation du travail et rapport salarial négligent généralement, même s'ils ne l'ignorent pas, le rôle déterminant des complexes militaro-industriels dans le développement économique des USA et de l'URSS, sous-évaluent l'importance de la prolifération du crédit, cette anticipation béate de la production espérée, et sous-estiment le pullulement des emplois non productifs depuis la dernière grande guerre comme facteurs du maintien de la demande.

La présente crise, selon Lipietz, est, contrairement à celle des années 30, une crise de rentabilité : « Le fordisme est entré en crise à cause du ralentissement des gains de productivité, dont l'origine se trouve dans l'organisation du travail lui-même. Ce ralentissement a rendu incompatible les coûts croissants de mécanisation, le maintien des gains de pouvoir d'achat et le maintien des taux de profit. La crise ne naît donc pas d'un manque de débouchés : c'est une crise de mise en valeur des capitaux ³. »

Pour rétablir un taux de profit convenable, la politique de l'administration Reagan, suivie bon gré mal gré par l'ensemble des pays capitalistes, consista à

² Alain Lipietz, « Le fordisme périphérique étranglé par le monétarisme central », *Amérique latine*, no 16, octobre-décembre 1983, p. 33.

³ Ibid.

attaquer le pouvoir d'achat des salariés en guerroyant contre les syndicats et en allégeant le Welfare State, à assainir l'économie des capitaux non rentables et des consommateurs insolubles par la déréglementation et la hausse du taux d'intérêt, tout cela au nom de l'inflation considérée comme le principal mal à résoudre.

Ottawa a emprunté la même trajectoire en enlignant le taux d'intérêt sur celui de Washington, en limitant les hausses salariales et en axant ses politiques sur la lutte contre l'inflation. Québec, malgré ses protestations nationalistes, emboîta cette direction. Évidemment, dans une période de crise, les besoins auxquels doit répondre le Welfare State s'accroissent tandis que les revenus diminuent. Pour réduire la croissance du déficit et pour dégager des budgets d'aide à l'entreprise privée, le Parti québécois ne s'est pas attaqué à la quantité des services offerts (politique peu rentable électoralement), mais à sa qualité, en augmentant la tâche de ses employés et en comprimant leurs salaires.

Cette attaque mondiale contre le pouvoir d'achat des masses populaires, en vue de rétablir un taux de profit suffisant, entraîna, selon Lipietz, la récession. Les chocs pétroliers n'ont donc pas causé la crise : ils ont été le détonateur d'une crise de rentabilité transformée en crise de surproduction par la politique reaganienne.

Cette crise structurelle désigne la contradiction qui oppose la reproduction économique et le rapport salarial dans les formes sociales et institutionnelles développées dans la foulée de Ford et Keynes. Contrairement aux crises cycliques qui seraient des phénomènes déterministes, les grandes crises cycliques seraient, selon Boyer, des processus largement ouverts dépendant de l'issue des luttes politiques⁴. Même si je ne comprends pas quel principe épistémologique rendrait les premières « déterministes » et les autres « ouvertes », je suis rasséréiné de lire que la politique a encore un rôle à jouer dans l'économie. Car, malgré leurs dénégations, à fréquenter ces auteurs, j'ai la maussade impression que tout se joue dans un rapport d'éléments, dont la lutte de classes, structurés par la régulation et que derrière Aglietta et tutti quanti se profile l'ombre de Parsons et de ses successeurs.

Mais quelles sont les alternatives à cette crise ? « Il est plus que probable, dit Boyer, que la sortie de la crise ne pourra être assurée que moyennant une nouvelle configuration du rapport salarial, de l'organisation de la production, du type de rapport de l'État à l'économie ou plus généralement à la société, sans oublier bien sûr le rôle crucial que devrait jouer une redéfinition de l'articulation vis-à-vis du marché mondial⁵. » Pour Piore, moins vague « Il semble donc exister deux voies pour sortir de la crise de régulation. L'une nous renverrait aux principes du taylorisme dans le cadre d'un nouveau système de régulation international. L'autre, qui semble davantage correspondre aux tendances actuelles, réside dans un système de régulation fondé sur le maintien de la demande intérieure et sur des techniques de production

⁴ Robert Boyer, « Origine, originalité et, enjeux de la crise actuelle en France : une comparaison avec les années trente », in *La Crise économique et sa gestion*, op. cit., p. 27.

⁵ Ibid., p. 29.

plus souples ⁶. » So what ? Le politique en moi reste affamé, sinon en état d'inanition.

Heureusement, le courageux et prolixe Lipietz vient à notre rescousse en proposant des éléments d'une politique progressiste. En France, dit-il, se dessine un large consensus sur des objectifs qu'il partage : rétablissement de la capacité d'autofinancement des entreprises ; arrêt de la progression du pouvoir d'achat des revenus directs ; diminution graduelle de la durée du travail hebdomadaire et de la durée de vie salariée ; protection et extension progressive des prestations indirectes.

Or ces choix impliquent une accélération des transferts sociaux prélevés, en France, sur la masse salariale des entreprises, ce qui est économiquement ou politiquement impossible : « Augmenter la part des cotisations "employeurs" (ce qui revient à déplacer le partage de la valeur ajoutée au détriment des profits) est définitivement exclu. Augmenter la part des cotisations "employés" est politiquement difficile ; la gauche peut imposer une stagnation du pouvoir d'achat aux travailleurs, pas un recul, ou du moins pas à eux seuls ⁷. » Comment briser ce cercle vicieux où le salaire indirect joue macro-économiquement un rôle stabilisateur anti-crise mais où, présentement, son financement enfonce microéconomiquement les entreprises dans la crise ? Dans la mesure où les charges sociales reproduisent les inégalités sociales, Lipietz propose de les répartir plus équitablement en les prélevant sur l'ensemble du revenu national ou, du moins, sur l'ensemble du revenu des ménages, soit sous forme d'impôt, soit sous forme de taxes à la consommation. Ainsi, l'État-providence pourra non seulement maintenir et consolider son rôle, mais il sera possible d'alléger la part des cotisations des employeurs et de favoriser l'autofinancement des entreprises. Mais, remarque Lipietz, une telle politique de repartage général du revenu dans une perspective de justice redistributive est totalement impensable en l'état actuel du rapport des forces entre les classes en France. Aussi suggère-t-il de l'appliquer progressivement, tout en conservant les politiques actuelles de cotisations aux plans de chômage et de retraite.

En santé, le complexe « industrialo-hospitalier » pousse à la dépense bien au-delà de l'utile. Lipietz serait favorable à la « déshospitalisation » de la médecine, pourvu qu'elle ne retombe pas sur le travail domestique gratuit des femmes : « Dans le cas de la maladie et de la famille, il semble donc que le maintien du "niveau de service" ne puisse autoriser des économies de dépense que par un transfert au non-marchand, ce qui peut avoir des avantages pour la qualité de la vie individuelle et sociale, à la condition absolue que ce retrait de la Providence monétaire ne soit pas payé par un retour en force de l'exploitation ancestrale des femmes au foyer ⁸. » Malheureusement, Lipietz ne nous dit pas comment cela serait possible clans l'état actuel du rapport de forces entre les sexes.

⁶ Michael J. Piore, « La crise du mouvement ouvrier aux États-Unis et la crise de la régulation macro-économique », in *La Crise économique et sa gestion*, op. cit. p. 124.

⁷ Alain Lipietz, « Crise de l'État-providence : idéologies, réalités et enjeux pour la France des années 80. Les Temps modernes, no 448, novembre 1983, p. 928.

⁸ Ibid., p. 932.

Dans la ligne d'André Gorz, Lipietz critique le découpage de la vie humaine en tranches absurdes : formation - travail (haché de chômage) - retraite. Il propose une utilisation différente des transferts (chômage et retraite) : « Ne serait-il pas plus sage de considérer les revenus de transfert prélevés sur la sphère de l'activité "formelle" (généralement : le salariat) comme une forme de subvention marchande à des périodes d'activité "différente", à répartir dans la durée de la vie humaine, où chacun pourrait choisir entre le loisir, la création artistique, le recyclage professionnel, l'expérimentation de nouvelles formes de production, marchandes ou bénévoles, etc. ? Irait dans ce sens l'ouverture des droits à la retraite après un nombre donné d'années de travail salarié, des années « sabbatiques » librement choisies étant couvertes au même niveau, et décalant d'autant l'âge du départ en retraite. Irait dans ce sens l'affectation des fonds de chômage à des expériences de création d'emplois coopératifs ou d'utilité sociale, etc. ⁹. »

Enfin, ajoutons que Lipietz, défendant à la fois le rétablissement de la capacité d'autofinancement des entreprises et la diminution de la semaine de travail, appuie implicitement une politique qui lie réduction de la durée du travail hebdomadaire à une réduction concomitante des salaires.

Les analyses d'Alain Lipietz, aussi brillante soient-elles, n'arrivent pas à me soustraire à mon apathie politique ni à m'indiquer quels projets pourraient réveiller mon militantisme syndical et socialiste. Aussi, ai-je lu avec intérêt le livre de Diane Bellemare et de Lise Poulin-Simon qui identifie un problème, le chômage, et propose une solution, une politique de plein emploi ¹⁰.

2 - Le keynésianisme social-démocrate

[Retour à la table des matières](#)

On ne trouvera pas dans cet ouvrage des explications de la crise ni non plus d'analyses approfondies du fonctionnement du système capitaliste, mais un profusion de tableaux et de données empiriques.

Ainsi les auteurs reprennent à leur compte la « loi d'Okun » qui, d'une série de tests statistiques effectués sur des données américaines de 1947 à 1960, conclut sans plus que la réduction du chômage entraîne nécessairement un gain de productivité. Cette « loi » s'imposerait avec plus d'évidence si elle reposait sur des données comparatives de différents pays à différentes

⁹ Ibid., p. 933.

¹⁰ Diane Bellemare et Lise Poulin Simon, *Le Plein Emploi pourquoi ?*, P.U.Q., UQAM (LABREV) et I.R.A.T., 1983, 273 p.

périodes et si étaient expliquées les causes de cette corrélation. Mais ici comme ailleurs, les tableaux statistiques sont de simples arguments au service d'un projet politique.

Les auteurs partent du constat suivant : dans la présente crise, six pays industrialisés (Suède, Norvège, Autriche, Pays-Bas, Allemagne et Japon) ont maintenu un taux de chômage nettement inférieur aux autres pays, dont les États-Unis, le Canada et le Québec. Et, pour Bellemare et Poulin-Simon, « il est évident que de tels résultats n'ont été atteints que parce que ces pays ont accordé priorité à l'objectif de plein emploi ¹¹ ». Mentionnons que les auteurs ignorent les pays dits socialistes qui ont obtenu de meilleurs résultats dans la lutte contre le chômage que les six pays capitalistes mentionnés. Sans doute, privilégient-elles implicitement la social-démocratie qui a réussi à assurer une couverture des besoins sociaux comparables à l'U.R.S.S. tout en préservant les libertés civiles et, j'espère, préfère-t-elle la Suède où la politique de plein emploi a été implantée de façon démocratique à ces pays capitalistes où cette politique a été imposée de façon paternaliste et autoritaire. Sur ce point, je les suis : la social-démocratie qui combine sécurités sociales et libertés « bourgeoises » me semble préférable aux pays socialistes réellement existants dont la couverture des besoins sociaux repose sur l'absence de ces libertés.

La théorie keynésienne s'appuie sur trois postulats : impossibilité d'assurer le plein emploi par la seule action des entreprises privées; rôle déterminant du pouvoir d'achat et de la demande dans la détermination du niveau d'emploi : nécessité de l'intervention étatique pour assurer cette demande. Jusqu'à l'arrivée des disciples du monétarisme aux postes de commande, la politique nord-américaine était axée sur la gestion de la demande macro-économique par la manipulation des dépenses publiques, de la fiscalité, des taux d'intérêt, etc. Dans cette perspective, le rôle économique de l'État est réduit au soutien de la demande agrégée afin d'assurer un climat général propice à une production régulière du secteur privé, et c'est ce dernier qui décide du niveau de production, du niveau des prix ainsi que du niveau de l'emploi.

Dans le modèle scandinave, la politique keynésienne de gestion macro-économique de la demande est complétée par une politique de l'emploi qui s'appuie sur une politique des travaux publics, des inventaires de la main-d'œuvre, de l'investissement, de répartition des revenus... Ce modèle keynésien social-démocrate nécessite la participation et la concertation de tous les intervenants : syndicats, coopératives, entrepreneurs privés, État, etc.

Dans notre pays, la politique keynésienne de stabilisation macroéconomique de la demande agrégée relève du pouvoir fédéral qui, actuellement, suit une orientation plus proche du monétarisme que du keynésianisme. Nonobstant cette limite, il semble possible, selon nos auteurs, que le Québec adopte une politique micro-économique de l'emploi, fondée sur l'intervention continue, rapide et souple des groupes concernés, qui ne serait pas complètement annulée par la politique d'Ottawa. La participation est une condition indispensable au succès de la politique micro-économique de plein emploi : « En effet, seuls les groupes concernés peuvent identifier les causes réelles d'un problème. Qu'il s'agisse d'un problème de compétitivité, de formation, de

¹¹ Ibid., p. 43.

gestion, de discrimination, de stagnation régionale, ces groupes trouveront plus rapidement les causes du problème que ne le font les études statistiques. La participation des groupes permet aussi l'identification de solutions acceptables pour tous ; or ceci est indispensable au succès de toute mesure correctrice. La participation permet de mieux résoudre le problème du financement. Étant donné que les avantages économiques des solutions sont mis en relief, il devient plus facile de partager les coûts des mesures entre les groupes qui en bénéficieront, que ce soit au moyen d'une taxe spéciale ou de la vente d'obligations ¹². »

Cette politique micro-économique de l'emploi se distingue des politiques de développement économique ou de planification industrielle axée sur la croissance de la valeur ajoutée car si celle-ci est une condition nécessaire au plein emploi, elle n'en est pas une condition suffisante. Aussi, les pays sociaux-démocrates ont-ils établi des institutions, reposant sur la participation des groupes socio-économiques concernés, qui poursuivent et promeuvent en tout temps l'objectif de plein emploi.

Pour que la concertation soit possible, il faut que les groupes concernés y adhèrent ou y soient contraints. Qu'en est-il au Québec ? Le milieu patronal, tel que représenté par le conseil du Patronat et la Chambre de Commerce du Québec, attribue le chômage à une croissance économique trop faible, s'oppose à tout mécanisme de concertation contraignant, veut conserver la plus grande liberté de manœuvre au sein des entreprises et demande essentiellement à l'État d'aider financièrement l'entreprise privée. Préoccupé de protéger ses propres membres dans leur sécurité d'emploi, le mouvement syndical, malgré sa sensibilité aux problèmes des chômeurs, n'a pas été très actif dans la défense de ceux qui sont déjà exclus du marché du travail. Remarquons cependant que depuis la parution de cet ouvrage, la FTQ, même si sa pratique est axée sur les intérêts de son membership, défend des positions qui se rapprochent sensiblement de celles défendues par D. Bellemare et L. Poulin-Simon.

Si les auteurs analysent la position du patronat et du mouvement syndical à l'aide de documents et d'interviews, ils limitent étrangement l'étude des politiques gouvernementales au traitement de résultats obtenus grâce à des entrevues menées auprès de quelques fonctionnaires provinciaux. Pourtant ces documents existent dont *Bâtir le Québec* et *Le Virage technologique*. Les auteurs auraient pu alors nous expliquer que le gouvernement Lévesque ne préconise pas une politique de plein emploi, mais une politique de croissance économique, pas un keynésianisme social-démocrate, mais un keynésianisme nord-américain. Or ces deux politiques sont fort différentes, comme nos deux auteurs eux-mêmes l'avouent. La participation et la concertation prêchées par le gouvernement péquiste n'a pas comme objectif prioritaire le plein emploi, mais cherche « à assainir le climat social et à accélérer la croissance économique ¹³ ». Le Conseil économique et social, qui regrouperait tous les partenaires sociaux-économiques sur une base nationale, poursuivrait, dans la perspective du gouvernement, l'objectif de la croissance de la valeur ajoutée dont le plein emploi devrait mystérieusement découler. Les textes sont clairs

¹² Ibid., pp. 197-198.

¹³ *Le Virage technologique, Gouvernement du Québec*, 1982, p. 208.

et ne comportent aucune ambiguïté : « L'économie québécoise est décentralisée et très ouverte sur l'extérieur. Dans ces conditions, il est d'une importance capitale de préserver la compétitivité des entreprises et, d'autre part, l'économie du marché doit demeurer, de façon générale, le système guidant l'allocation des ressources. Les moyens de production sont au Québec, en quasi totalité, entre les mains des agents privés de l'économie et la responsabilité d'assurer un développement suffisant et de créer des emplois incombe d'abord au secteur privé. Le gouvernement du Québec entend donc susciter et appuyer les initiatives privées et créer des conditions plus favorables à leur développement. Il entend, par ailleurs, rendre mixtes certaines sociétés publiques, de façon à développer plus rapidement ces entreprises, notamment celles qui ont une vocation industrielle. Il entend de plus soumettre ces entreprises, qu'elles soient mixtes ou entièrement publiques, aux règles de la rentabilité et de la concurrence. Enfin, dans un contexte mondial où la présence économique de l'État est devenue une des principales caractéristiques des sociétés modernes, le gouvernement du Québec entend utiliser les leviers économiques dont il dispose tant sur le plan de la stabilisation de l'activité économique que de la conception et de la mise en oeuvre de stratégies de développement ¹⁴. »

Nous nous retrouvons donc dans la situation complexe où le gouvernement Lévesque et le patronat partagent le même objectif (la croissance de la valeur ajoutée), mais ne s'entendent pas sur un de ses instruments (la concertation) et où la FTQ et le gouvernement favorisent le même moyen (la participation) mais au nom d'objectifs différents. Cette complexe situation se reflète dans divers événements, dont la mise sur pied de la Commission sur la réforme du Code du Travail. Le gouvernement y nomme comme président nul autre que Gilles Châtillon qui dirigeait depuis le début le Secrétariat permanent des conférences socio-économiques. La FTQ appuie la Commission espérant y obtenir la syndicalisation multi-patronale à laquelle elle aspire. De plus, un de ses anciens leaders, Jean Gérin-Lajoie, y siègera comme commissaire. Le CPQ, craignant d'être entraîné sur le terrain de la concertation instituée et de la syndicalisation multi-patronale, hésite à s'embarquer. La CEQ et la CSN se montrent froids : le mandat de la Commission ne comprend pas le secteur public. Ajoutons que la CEQ a d'autres chats à fouetter : elle vise à devenir la principale centrale du secteur public en intégrant les syndicats qui ont quitté la CSN ou qui n'ont jamais adhéré à l'une ou l'autre des trois grandes centrales. Coincée entre la FTQ et la CEQ qui poursuivent une politique hégémonique, la CSN, désorientée, s'épuise en querelles internes.

Sauf des organisations sectaires comme le CPQ ou des organisations politiques gauchistes, je ne vois pas qui peut s'opposer en principe à la participation et à la concertation. Tout dépend des objectifs recherchés et du rapport de forces réel sur lequel repose cette participation. Or une politique de plein emploi est une politique social-démocrate qui s'appuie sur un parti social-démocrate - ce que n'est pas le PQ ¹⁵ - et sur un mouvement syndical unifié, fort et représentatif. Lutter pour un programme de plein emploi consiste, concrètement, à travailler à l'émergence des deux conditions socio-

¹⁴ Bâtir le *Québec*, Gouvernement du Québec, 1979, p. 54.

¹⁵ Yves Vaillancourt, *Le P.Q. et le social*, Éd. Socialisme et indépendance, 1983, pp. 44-45.

politiques de ce programme : l'unification et l'expansion du mouvement syndical, la consolidation d'un parti social-démocrate. Or, malgré les indéniables avantages de la social-démocratie suédoise sur les pays socialistes réels ou sur le capitalisme nord-américain, elle comporte un certain nombre de lacunes à combler.

3 - Un modèle réalisé

[Retour à la table des matières](#)

Proudhon et Bakounine rêvaient d'une révolution sociale qui supprimerait toute domination, y compris l'État, tandis que les « scientifiques » Marx et Engels prônaient un État de transition, une dictature du prolétariat, qui conduirait au même objectif. Or une société où les « producteurs associés » régleraient tout à l'amiable dans le cadre d'une discussion démocratique, où on administrerait les choses sans administrer les hommes, n'est ni pour demain, ni pour le surlendemain : elle relève de l'utopie. Depuis le XIX^e siècle, l'État a élargi son champ d'intervention : la complexification des problèmes économiques et sociaux maintiendra cette orientation. Dans nos larges et complexes sociétés industrielles, l'ensemble des citoyens ne peuvent prétendre diriger directement les questions qui relèvent d'un pouvoir central : la délégation des pouvoirs est nécessaire, dont la division entre gouvernants et gouvernés, et la possibilité d'abus de pouvoir. Les États marxistes-léninistes, qui ont réalisé les plus sombres prophéties de Proudhon et de Bakounine, rendent tout à fait impertinents les distinguos de certains marxistes entre fonction dominatrice de l'État et fonction technico-administrative, entre contenu de classes de l'État et sa structure, entre types d'État et formes de gouvernement. Le choix n'est pas entre État capitaliste, État socialiste de transition ou pas d'État. Il est entre État socialiste existant réellement, dictature bourgeoise ou démocratie « bourgeoise ». Mon choix est fait et, pour une rare fois, il est conforme à celui de la majorité, de la population du Québec : existence de plusieurs partis, élection régulière qui détermine quel parti dirigera le parlement, presse libre de critiquer les pouvoirs, etc. Je préfère de beaucoup l'État social-démocrate qui défend une certaine justice dans le respect des différences et des libertés à l'État socialiste existant réellement dont le régime de sécurités sociales repose sur l'absence de celles-ci.

Dans une société industrielle complexe où prolifère une très grande et nécessaire division sociale du travail, l'interdépendance entre unités de production et entre producteurs et consommateurs peut relever soit d'un marché, soit d'une planification centrale. Il n'y a pas de troisième voie plus démocratique : l'immense variété des produits rend impossible toute procédure de vote. De plus, je ne vois pas pourquoi la majorité devrait imposer ses goûts de consommation aux minorités, pourquoi ceux qui préfèrent Mozart devraient le sacrifier sur l'autel de Boy George.

La contradiction fondamentale du système de planification soviétique est que le centre, dont tous les organismes subalternes doivent se conformer aux instructions, est incapable de savoir en détail les besoins multiples des producteurs et des consommateurs. Le centre devrait, comme Dieu, être omniscient et omnipotent pour tenir compte de la quantité des décisions micro-économiques dont dépend la réalisation de son plan. Aucun « indicateur de réussite », aussi précis soit-il, et aucun système d'informatique, le plus perfectionné soit-il, ne pourront résoudre cette contradiction. Aussi, dans une société industrielle développée, le marché demeure un moyen plus efficace d'allouer les ressources que la planification impérative.

La planification centralisée, consécutive à l'élimination du marché, requiert un lourd et puissant appareil hiérarchique et bureaucratique qui donne des instructions, alloue les ressources et coordonne les intrants et les extrants des unités de production. La planification impérative implique nécessairement une bureaucratie centrale puissante. Toute société industrielle suppose un État. Il faut limiter ses excès potentiels, en divisant les pouvoirs et prévoyant des contrepouvoirs, ce que ne permet manifestement pas le système de planification centralisée : je lui préfère le marché qui rend possible une certaine démocratie.

La production devrait répondre aux besoins, et en cas de conflit entre producteur et consommateur sur ce qu'il faut produire, c'est celui-ci qui devrait décider. En Union soviétique, c'est la bureaucratie qui dicte ce que le bon peuple pourra consommer, Comment ne pas admettre qu'à revenu égal l'ouvrier québécois exerce une possibilité de choix que l'ouvrier soviétique ne pourra jamais réaliser dans le système de planification impérative ? Au sein d'un marché, le consommateur manifeste ses préférences en votant avec ses sous. Ce principe devrait aussi s'appliquer aux unités de production en tant que consommatrices : « L'essentiel est que la concurrence, le droit de l'utilisateur de s'adresser à d'autres sources d'approvisionnement, devraient normalement garantir que des efforts soient faits afin de satisfaire la clientèle ¹⁶. »

Le modèle social -démocrate est supérieur au modèle soviétique car le marché qui y prévaut est plus efficace économiquement, rend possible une plus grande démocratie et laisse aux utilisateurs la capacité de manifester leurs préférences. Mais le marché social-démocrate n'est pas la main libre d'Adam Smith : il est orienté par des ententes tri-partites au sommet entre État, syndicats et entreprises privées. Et, à mon avis, le fonctionnement de ce marché pourrait être mieux contrôlé et planifié : je suis, j'y reviendrai, pour un socialisme du marché planifié.

Si la social-démocratie suédoise est un modèle intéressant de démocratie politique et sociale, il faut bien avouer que, là comme ailleurs, la démocratie industrielle n'existe pas : l'essentiel du pouvoir économique demeure concentré aux mains de la bourgeoisie ; le travailleur n'exerce aucun pouvoir dans l'entreprise. Pour remédier à ce manque, d'aucuns proposeraient l'autogestion.

¹⁶ Alec Nove, *Le Socialisme sans Marx (L'Économie du socialisme réalisable)*, Paris, Economica, 1983, p. 215.

4 - L'autogestion

[Retour à la table des matières](#)

J'ai déjà dit plus haut que, dans nos sociétés, sur le simple plan organisationnel, l'État autogéré est une impossibilité. Comment aussi imaginer que des entreprises géantes, comme Pétro Canada, puissent être authentiquement autogérées par leur personnel ? Certains, conscients de cet obstacle, au nom du « small is beautiful », préconisent des petites entreprises. Cette politique devrait être poursuivie là où elle est rentable économiquement. Pas partout : comment l'Hydro-Québec pourrait-il maintenir la qualité de ses services s'il était subdivisé en plusieurs petites entreprises ? Des utopistes affirmeront qu'il faut abandonner la logique de la croissance, de la productivité et du profit, et poursuivre d'autres objectifs. Mais comment satisfaire des besoins sociaux inassouvis (les garderies) sans croissance économique ? On ne peut répartir que ce qu'on produit. De nouveaux investissements, le développement des services sociaux et l'augmentation du salaire direct impliquent un surplus - que l'on nomme profit ou pas - dont on puisse disposer. Et le profit requiert croissance de la productivité. Je suis évidemment contre le profit pour le profit, mais toute société industrielle, quels que soient les objectifs qu'elle poursuit, doit tenir compte des calculs de rentabilité économique. Je me méfie de ces intellectuels qui vivent fort bien et qui prônent - mais pour qui ? - la limitation de la consommation.

Dans les petites entreprises, l'autogestion est préférable, mais elle ne supprimera pas la division horizontale du travail entre individus, car elle est efficace. Société industrielle et division du travail vont de pair. Je me souviens, enfant, d'avoir assisté à une discussion véhémement entre mon frère, futur avocat, et un cousin campagnard. Celui-ci reprochait à mon frère de s'orienter vers une carrière où il ne ferait qu'administrer des lois tandis que lui pouvait tout faire. Mon frère lui rétorquait que sa vision le maintiendrait dans la pauvreté et l'ignorance. J'étais divisé, même si mon admiration se portait vers mon cousin qui chassait, pêchait, cultivait la terre, coupait et transportait le bois, réparait son camion et construisait des bâtiments. Mais mon frère avait raison : il faut renoncer à la nostalgique image de l'artisan ou de l'homme à tout faire. La spécialisation du travail est nécessaire, même s'il faut oeuvrer à augmenter les possibilités de changer d'emploi pour ceux qui le désirent.

Sauf dans de très petites unités de production où les travailleurs peuvent sans doute eux-mêmes gérer leur entreprise, il faut prévoir que l'autogestion ne supprimera pas la division verticale du travail. Toute organisation le moins complexe suppose une division entre organisateurs et organisés, dirigeants et dirigés, requiert de ceux qui occupent des fonctions dirigeantes des connaissances et une certaine autorité correspondant à leur responsabilité. Il est inutile de rêver à la disparition de cette division hiérarchique du travail.

Mais on doit penser quel contrôle les dirigés doivent exercer sur leurs dirigeants pour les empêcher de devenir dominants ¹⁷.

Dans une unité de production autogérée, la direction devrait être responsable devant une commission élue de travailleurs. Il serait cependant utopique de considérer que la commission ne se soucierait que du bien commun et qu'elle n'aurait aucun contentieux avec d'autres groupes de producteurs, de consommateurs et de citoyens. Les producteurs n'ont pas nécessairement les mêmes intérêts que les consommateurs : ceux-là désirent obtenir les produits de meilleure qualité aux moindres coûts ¹⁸. Je ne nie pas que les travailleurs peuvent être motivés par d'autres considérants que le moindre effort et des hauts revenus mais ceux-ci ne doivent pas être ignorés. Je prends l'homme tel qu'il est et non tel qu'il devrait être. L'Homme Nouveau informé, motivé et désintéressé, je le laisse au merveilleux univers des contes.

L'autogestion ne supprime pas les contradictions et les conflits : des mécanismes de résolution des différends seront requis. L'expérience de la Yougoslavie est, à cet égard, instructive. Le conseil élu des travailleurs, devant partager le revenu net des entreprises, est porté à en distribuer la plus grande partie sous forme de salaires et à financer l'investissement par l'emprunt : le collectif ouvrier manque d'intérêt économique à long terme pour équilibrer l'avantage immédiat de distribuer le surplus sous forme de salaire. Cette politique de hauts salaires et d'investissement par emprunt entretient l'inflation. De plus, le salaire des ouvriers reposant sur la somme obtenue en divisant le revenu net de l'entreprise par le nombre des employés, ceux-ci n'ont aucun intérêt à embaucher du personnel supplémentaire dont l'effet serait de faire baisser ce chiffre alors que le capitaliste, motivé par le profit, ou un directeur soviétique, soucieux de remplir des objectifs du plan, emploierait une telle main-d'œuvre. Le système yougoslave suscite le chômage. Enfin l'usine autogérée entraîne entre régions, entreprises et au sein d'un même métier une très forte disparité de revenus contrairement, par exemple, à la politique salariale beaucoup plus égalitaire poursuivie en Suède. Ces lacunes conduisent Alec Nove à affirmer que les pouvoirs des conseils ouvriers yougoslaves devraient être limités par une planification plus cohérente et plus centralisée.

Même si tous les travailleurs sont encouragés à participer aux réunions, à siéger aux commissions et à acquérir les connaissances requises pour gérer l'entreprise, un grand nombre limite leur participation à l'élection annuelle de leur conseil. Cela est normal. La famille, les amis, le sport, la T.V. ou je ne sais quel autre passe-temps constituent pour plusieurs des centres d'intérêt plus importants que le travail ou l'autogestion. De plus, les travailleurs n'ont pas la même information : les ouvriers qualifiés se retrouvent beaucoup plus

¹⁷ Le refus de reconnaître la logique de la productivité, la division horizontale et verticale du travail inhérente à toute société industrielle a biaisé mes analyses dans *Marxisme et pays socialistes* (VLB éd., 1979, 177 p.) et les a complètement perverties dans « Le destin capitaliste » (*Conjoncture politique au Québec*, no 3, printemps 1983, pp. 127-138). L'utopie aplatit nécessairement la réalité et la rend déprimante.

¹⁸ Le syndicalisme pratiqué au Québec dans les années 70 a été marqué par la résistance à toute notion de profit (surplus) et de productivité, et par l'assimilation rapide (les intérêts des utilisateurs aux intérêts des producteurs. Mes textes de cette période véhiculent ces lacunes : *Le Syndicalisme de combat*, éd. Albert Saint-Martin, 1977, 267 p.

nombreux au Conseil que leur nombre le justifie. L'autogestion ne supprime donc pas les différences de motivation et les disparités d'information contrairement à la vision uniformément égalitaire que certains poursuivent.

Il n'y a pas de système parfait : tout modèle organisationnel comporte des avantages et des inconvénients. Toute société génère ses propres contradictions et conflits : la vision d'un monde totalement harmonieux, qui serait d'ailleurs fort ennuyeux, relève du domaine de l'utopie. Si la perfection est impossible, une société plus juste et plus respectueuse des libertés demeure du domaine du possible. Compte tenu des problèmes spécifiques des pays capitalistes et des pays socialistes réels, Alec Nove, qui est un des grands spécialistes de l'économie de ceux-ci, propose un modèle de socialisme qui serait réalisable dans le délai d'une vie humaine. J'ai déjà amplement utilisé *Le Socialisme sans Marx (L'Économie du socialisme réalisable)*. Dans ce qui suit, je continuerai de le piller de manière éhontée, tout en sachant que je réduirai inévitablement une pensée riche, complexe, documentée, écrite avec un humour qui ravit.

5 - Un modèle réalisable

[Retour à la table des matières](#)

Tout en maintenant et en élargissant la démocratie politique et sociale du modèle suédois, Alec Nove propose un type de société qui intègre l'objectif de démocratie industrielle, tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau macro-économique. Si le consommateur doit décider ce qu'il faut produire, le producteur devrait pouvoir choisir comment le produire et dans quelles conditions, compte tenu des contraintes économiques liées aux ressources limitées, au développement technologique, etc. Le travailleur oeuvrerait dans l'entreprise de son choix : entreprises d'État, unités autogérées, petites entreprises privées ou, encore, comme indépendants.

Nove propose quatre type d'entreprises qui regrouperaient les travailleurs, hormis les indépendants : les sociétés d'État centralisées, les entreprises socialisées, les coopératives et, enfin, les petites entreprises privées. « Le premier groupe, dit Nove, comprendrait les banques et autre institutions de crédit, ainsi que les secteurs qui par leur nature même opèrent en très grandes unités étroitement liés et/ou occupent une position de monopole¹⁹. » La direction de ces sociétés serait responsable devant un comité formé de représentants de l'État, d'utilisateurs et du personnel. Les premiers verraient à ce que les objectifs, les obligations et les normes prévus par l'État soient respectés. En l'absence de la concurrence, les seconds défendraient leur droit d'obtenir les produits de meilleure qualité au moindre coût. Enfin, ces derniers

¹⁹ Alec Nove, op. cit., p 256.

détermineraient comment produire, compte tenu d'un nécessaire souci d'économie et d'efficacité technique.

Des entreprises socialisées seraient mises sur pied dans les secteurs où il y a concurrence et où les décisions de production relèvent d'instances de production relativement autonomes. Ces entreprises appartiendraient à l'État comme les sociétés d'État, mais, contrairement à celles-ci, elles seraient autogérées par le personnel. Elles choisiraient à qui s'adresser pour obtenir les intrants nécessaires à leur production, et la concurrence les obligerait à tenir compte des besoins de la clientèle dans ce qu'elles produisent. Comme ces entreprises, les coopératives seront autogérées, mais elles appartiendront au personnel lui-même qui les aura achetées.

En plus de travailleurs autonomes, de petites entreprises privées subsisteront dans l'agriculture, le commerce, les services... Les limites à l'expansion de ces entreprises seront déterminées par l'État.

Dans un tel type de société, l'État aurait un rôle important de planification à exercer. Il définirait les grands investissements, orienterait, soit directement soit par l'intermédiaire du système bancaire, les investissements décentralisés, jouerait un rôle de premier plan dans les activités des sociétés d'État et encadrerait, par des législations, l'activité des secteurs autonomes.

L'État, de concert avec les syndicats, fixerait les écarts de revenus possibles dans les sociétés d'État et les entreprises socialisées. Un nivellement des revenus implique un nivellement des performances et enlève toute incitation économique au travail bien fait. La seule alternative au marché du travail, donc à l'existence d'écarts de revenus, est une politique autoritaire de main-d'œuvre. L'échelle de rémunération sera donc influencée par l'offre et la demande des diverses catégories de personnel, mais dans une perspective de justice sociale, son écart maximum dans les entreprises possédées par l'État sera arrêté par une entente entre syndicats et État. De plus, dans le secteur autogéré, afin d'inciter le personnel à participer à la gestion et à penser en terme d'investissement, un système de primes lié au profit serait souhaitable. La nature des coopératives et des entreprises privées exige qu'elles aient une liberté de décision sur l'échelle des revenus. Sans entraver l'incitation au travail et à l'investissement, une fiscalité progressive sur les particuliers et les entreprises permettrait de réduire les écarts excessifs.

L'offre et la demande, le marché, déterminerait les prix, sauf pour les sociétés d'État dont la situation de monopole requiert un contrôle des prix et hormis certains cas particuliers (le lait, par exemple).

En fonction des objectifs poursuivis (plein emploi, réduction des écarts de revenu, égalité entre sexes, respect de l'écosystème, désarmement, etc.), l'assemblée nationale sélectionnerait parmi les plans proposés celui qui lui semble le plus cohérent. De tels plans se situeraient à un haut niveau d'agrégation et porteraient sur la structure des investissements, sur leur répartition entre investissements productifs, satisfaction des besoins sociaux et croissance du salaire direct.

Comme tout modèle, le socialisme réalisable d'Alec Nove requiert de l'utilisateur, non pas une attitude servile, mais qu'il soit capable de l'adapter aux circonstances particulières de chaque pays. De plus, même si un parti socialiste surgissait au Québec et qu'il s'emparait du pouvoir, il ne pourrait réaliser du jour au lendemain ce modèle même adapté. Il faut prévoir une période de transition.

6 - La transition

[Retour à la table des matières](#)

La mise sur pied de sociétés d'État et d'entreprises socialisées requiert de nombreuses nationalisations. Celles-ci impliquent des indemnisations, non seulement pour des raisons externes (la présence à nos frontières du puissant impérialisme américain qui a les intérêts économiques que l'on sait dans notre pays et qui a les moyens de les défendre), mais aussi pour des raisons internes. La nationalisation ne touche pas seulement la grande bourgeoisie, mais des milliers de petits actionnaires et, surtout, ceux qui ont investi leurs épargnes dans des régimes d'assurance et des caisses de retraite qui servent, en grande partie, à financer les compagnies qui seraient à nationaliser. La prise du pouvoir et sa conservation exigent l'appui de la majorité de la population : les intérêts économiques de la « classe moyenne » doivent être pris en charge.

La nationalisation avec indemnisation ne peut être que progressive : il ne faut pas endetter l'État à tel point qu'il perde toute marge d'initiative financière et qu'il ne puisse éviter la banqueroute qu'en alimentant l'inflation. Il faudra donc choisir les secteurs et les entreprises à nationaliser, compte tenu des possibilités financières de l'État, en prenant garde de ne pas nationaliser dans des secteurs en vole de décroissance (l'exemple de Sidbec). (Asbestos est un cas différent : le gouvernement ne pouvait à l'époque prévoir que la demande internationale des produits de l'amiante chuterait drastiquement.) Les entreprises nationalisées devront continuer à être économiquement rentables. Or les partisans du gouvernement socialiste, qui se trouveront dans ces entreprises, en attendront des avantages immédiats sous forme d'augmentations de salaires et d'avantages sociaux. Le gouvernement devra se prémunir contre ces demandes inflationnistes, en contenant ces augmentations dans les limites assignées par les gains de productivité.

Il ne sera pas non plus possible de réduire radicalement la disparité des revenus sans s'attaquer aux intérêts de la « classe moyenne ». (C'est la position que soutient Alain Lipietz dans la France socialiste.) Il faudra, là aussi, y aller progressivement.

La voie vers une société plus juste et plus respectueuse des différences, vers un socialisme réalisable, est semée d'embûches. Il faut les reconnaître,

tout en s'y engageant. À cette démarche progressive, réformiste et électorale vers le socialisme qui suppose l'appui de la majorité de la population, le soutien de larges fractions de la classe moyenne, l'alliance ou du moins la neutralité des petites entreprises dont les intérêts ne seraient pas lésés, certains opposeront la Révolution. Or celle-ci est non seulement impossible dans le contexte nord-américain, mais - à cause des destructions qu'elle impliquerait - non souhaitable.

Malgré nos divisions, notre éparpillement et notre démobilisation, pouvons-nous encore espérer mettre sur pied ce parti du socialisme réalisable que nous pourrions transmettre en héritage aux générations à venir ?

Fin du texte.